

c'est pourquoi j'approuve cette idée parce qu'elle nous permettrait de mieux examiner la situation. Mais le problème ne s'en trouvera pas résolu pour autant car je ne crois pas qu'une compagnie canadienne, n'ayant pour tout moyen d'action que ses ressources et son capital de financement, puisse jamais faire concurrence à la prédominance des géants internationaux de l'industrie pétrolière.

• (9.40 p.m.)

C'est une des initiatives que la Corporation de développement du Canada pourrait prendre. Si l'on ne trouve pas d'acheteur canadien, le gouvernement doit faire en sorte de jouer ce rôle, car la mainmise sur le pétrole et la politique aboutissent en fin de compte à la même chose. Au dire du député qui m'a précédé, peu importe que nous nous intéressions ou non aux industries des richesses naturelles. Bien d'autres choses passent avant, d'après lui, et il semblait se moquer de l'importance de l'industrie pétrolière. Je me permets de lui signaler que ces richesses naturelles jouent un rôle vital au pays, car le pétrole de nos jours, c'est le produit fondamental de l'industrie textile. Il est à la base du monde chimique dans lequel nous vivons.

Le pétrole et ceux qui le régissent jouent un rôle déterminant dans les mesures à prendre au sujet du milieu, lorsqu'il s'agit de pollution ou d'aspects connexes. Le pétrole exerce une influence vitale sur notre mode de vie. Il est vrai que les gouvernements ont le pouvoir d'en réglementer l'industrie, mais il est faux de dire que le parti libéral a déjà utilisé ce pouvoir ou en manifeste l'intention. Son obsession idéologique, ses engagements vis-à-vis du marché sont tels qu'il ne réagit que devant un danger immédiat. La seule fois où le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) ait agi avec célérité, ce fut dans le cas de la Denison Mines. J'espère qu'il fera de même actuellement, mais il nous reste peu de temps. Pourquoi faut-il que nous atteignons le bord du précipice avant que quelqu'un vienne nous porter secours? Il me semble qu'on aurait dû prévoir la chose. La situation de l'industrie sautait aux yeux et on aurait dû prendre des mesures au lieu de perdre du temps comme on le fait actuellement. Je tiens donc à dire ce soir qu'il ne faudrait jamais se résoudre, pour quelque raison que ce soit, à laisser la Home Oil Company passer en des mains étrangères. Que le gouvernement trouve la solution voulue pour que cette compagnie qui nous reste encore demeure canadienne, que nous puissions avoir en quelque sorte une base d'action et un moyen d'influence ou bien qu'il achète lui-même la Home Oil au nom des Canadiens.

M. Alastair Gillespie (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): A mon avis, ce que la Chambre comprend ce soir c'est bien l'importance du sujet du débat. J'estime qu'indiscutablement les députés parlent d'une question qui préoccupe beaucoup les Canadiens, et y réfléchissent, et je me réjouis de pouvoir participer au débat de ce soir.

Je crois que des Canadiens dans tout le pays se demandent si une société canadienne de plus aura le sort qu'ont eu tant d'autres. Nous savons tous que depuis huit ans des centaines d'entreprises canadiennes ont été accaparées, faute de politique nationale ou provinciale dans ce domaine, et beaucoup de Canadiens réfléchis se demandent peut-être quelle chance a le Canada de conserver

son indépendance politique si nous restons les bras croisés tandis qu'une entreprise après l'autre devient propriété étrangère. Beaucoup d'entre vous ont pu voir depuis une ou deux semaines les chiffres présentés par Colura selon lesquels un peu plus de 42 p. 100 de tous les bénéfices de sociétés—c'est-à-dire de toutes les sociétés constituées au Canada—vont aux mains d'étrangers. Sous bien des rapports, cela me semble être un chiffre beaucoup plus important que le pourcentage de notre industrie qui est aux mains des étrangers.

Ce soir, nous parlons en particulier de la Home Oil même si, selon moi, cela soulève des questions beaucoup plus vastes, comme l'orateur précédent, le député de Waterloo (M. Saltsman), l'a mentionné. Nous savons que la Home Oil est la plus grande des sociétés pétrolières que possèdent les Canadiens. La plupart d'entre nous félicitons le ministre pour le sens du devoir qu'il a manifesté au cours des négociations, et nous lui souhaitons bonne chance. Nous ne sommes pas si sûrs qu'il ait les pouvoirs, mais nous lui souhaitons quand même bonne chance.

Il y a un an, les espérances des Canadiens furent considérablement renouvelées alors que le gouvernement est intervenu pour interdire la vente des intérêts majoritaires de la Denison Mines à des étrangers. Pendant un an, les Canadiens avaient patiemment attendu un énoncé de principe dans ce secteur. Pendant cette période, il y a eu la vente à des intérêts américains de deux des grandes sociétés d'édition de manuels scolaires qui restaient. Comme résultat de cette vente, 95 p. 100 de tous les manuels employés dans les écoles élémentaires et secondaires du Canada sont maintenant édités par des firmes contrôlées par des étrangers. Seulement 5 p. 100 des livres utilisés dans les écoles canadiennes sont publiés par des maisons canadiennes.

Je ne me propose pas de parler ce soir de l'aspect identité culturelle bien que j'admets, comme le député de Don Valley (M. Kaplan), qu'il est ici essentiel. Mais ce n'est pas le seul aspect. A mon avis, notre souveraineté culturelle et notre souveraineté économique constituent les deux piliers qui permettront l'édification d'un Canada indépendant. Il est fort probable que dans les quelques mois à venir d'autres importantes sociétés canadiennes se trouveront dans une situation similaire à celle où se trouve actuellement la Home Oil. Nous contentons-nous de les regarder agoniser?

Prétendons-nous que le gouvernement fédéral n'a pas les pouvoirs nécessaires pour faire face à la situation? Nous pouvons dire à juste titre, comme dans le cas des manuels scolaires, que c'est fondamentalement un problème provincial. Mais allons-nous encourager ceux qui voudraient acheter l'industrie canadienne? Devons-nous les féliciter comme peut-être Stanley Randal serait tenté de le faire? Il a dit récemment qu'il renierait la position que pourraient prendre certains candidats à la direction du parti conservateur à propos de la propriété étrangère. Voilà, à mon avis, un problème d'importance que nous ne pouvons nous permettre de laisser sans solution.

• (9.50 p.m.)

Nous ne pouvons prendre des décisions par défaut. Selon moi, la chose est incontestable et, je le répète, ceux qui ont parlé ce soir ont indiqué que les Canadiens se préoccupent de la question. Les récents sondages Gallup publiés dans les journaux appuient ce point de vue. De